

NOM DE LA LISTE ET DE LA TÊTE DE LISTE : François Piquemal
COORDONNÉES DE LA PERSONNE CONTACTÉE : contact@demaintoulouse.fr

Madame, Monsieur, cher·es membres de l'Association du quartier Chalets-Roquelaire,

Merci pour votre courrier et pour la précision de vos questions. Nous vous répondons au nom de **Demain Toulouse – François Piquemal**, en prenant ce contact très au sérieux, car ce que vous décrivez (rues étroites, conflits d'usages, transit, manque d'équipements pour les familles, surchauffe urbaine, nuisances commerciales, pollution, manque d'outils d'expression associative) correspond exactement à ce qui fait "tenir" ou "craquer" un quartier au quotidien.

Notre ligne est claire : **une ville écologique et populaire**, où la mairie ne décide pas à la place des habitant·es, mais **avec** celles et ceux qui vivent là. Sur chacun de vos sujets, nous voulons garantir la place centrale à **l'expertise d'usage** : vos observations, vos trajets, vos angles morts, vos carrefours dangereux, vos nuits perturbées... La ville doit apporter de l'ingénierie, des moyens, et une capacité d'arbitrage, mais elle ne peut pas faire sans ce savoir-là.

QUESTION 1 – Apaisement de la circulation (contresens, carrefours, transit, 20 km/h)

Vous décrivez une situation typique des quartiers anciens : voirie contrainte, trottoirs parfois trop étroits, multi-usages, et une circulation de transit qui "prend" les rues du quartier parce que les grands axes sont saturés. Sur ce point, la réponse de la majorité sortante a surtout consisté, ces dernières années, à faire des ajustements ponctuels (et souvent tardifs) ; même lorsque des avancées existent (comme la zone 30 obtenue après de longues demandes), elles ne suffisent pas quand la logique de transit n'est pas empêchée.

Nous sommes favorables à **un passage à 20 km/h** dans les rues les plus contraintes et celles où l'on marche "au milieu" (sans trottoirs praticables), mais nous voulons le faire intelligemment : un panneau ne change pas un comportement si la rue reste conçue comme un couloir. Sur l'efficacité des vitesses apaisées, la littérature est solide : la baisse des vitesses réduit fortement les risques et la gravité des accidents, et les recommandations internationales convergent vers des vitesses très basses là où piétons et véhicules se côtoient.

Concrètement, notre méthode serait la suivante. D'abord, un **diagnostic "au ras du sol"**, avec vous et les habitant·es, sous forme de marches de quartier et de relevés partagés : sorties de contresens cyclables non sécurisées, carrefours accidentogènes, points de conflit piétons-vélos-voitures, endroits où le transit "coupe" le quartier. Ensuite, une série d'aménagements très concrets : sécurisation des débouchés de contresens (visibilité, priorités, marquages, éventuellement plateaux surélevés), traitement des carrefours par des dispositifs qui obligent réellement à ralentir (plateaux, chicanes, rétrécissements, priorités

piétonnes), et surtout **suppression du transit** par une logique de “quartier à trafic limité” (on circule pour accéder, pas pour traverser). C'est là que l'écologie est immédiatement sociale : moins de transit, c'est moins de bruit, moins d'oxydes d'azote et de particules, et plus de calme.

Nous assumons une approche qui a fait ses preuves dans d'autres villes : quand on réduit réellement le trafic de transit, on réduit l'insécurité routière et on améliore la santé publique, sans se contenter de déplacer le problème d'une rue à l'autre. Nous voulons un pilotage démocratique, avec des objectifs publics et mesurables (comptages avant/après, retours d'usage, transparence sur les accidents), et la possibilité d'ajuster.

QUESTION 2 – Accueil des familles : crèche, logements sociaux, sport/EPS à proximité

Vous rappelez une réalité vécue : le quartier est peu “accueillant” pour les familles, faute d'équipements et de logements accessibles. Sur ce sujet, la majorité sortante promet aujourd'hui **une crèche de 12 places et 14 logements sociaux rue Roquelaine**, ce que vous jugez insuffisant. La presse a montré que le projet de crèche publique longtemps attendu a été suspendu, notamment à cause de blocages autour du site rue Roquelaine. Dans le même temps, on a vu passer des annonces autour de l'ancien centre des impôts du 36 rue Roquelaine, avec 14 logements (en bail réel solidaire) et une crèche de 30 places à horizon de quelques années : cela illustre bien le décalage entre annonces et concrétisation, et la nécessité d'une mairie qui “tienne” le dossier jusqu'au bout.

Notre position est simple : **on ne rattrapera pas le retard avec des micro-projets**. Nous voulons un plan “familles” à l'échelle de Toulouse, avec un engagement précis sur l'augmentation des places, et une priorité donnée aux quartiers qui en manquent. Sur Chalets-Roquelaine, cela suppose (1) de sécuriser et accélérer la livraison de la crèche annoncée, (2) d'augmenter l'ambition en capacité, et (3) d'articuler crèche/logements/école pour stabiliser des parcours de vie. Vous posez aussi la question des logements sociaux : nous voulons une ville qui stoppe la spéculation et rende du pouvoir d'achat, notamment via l'encadrement des loyers et le contrôle des abus, et qui reprenne la main sur le foncier quand c'est nécessaire.

Sur le sport et l'EPS, vous avez raison d'insister : quand les installations sont éloignées, ce sont des déplacements, du temps perdu, et souvent un décrochage des pratiques sportives. Là aussi, l'état des lieux des choix politiques est parlant : on voit des investissements lourds et des montages très favorables autour de grands projets sportifs (avec des cessions discutées et des débats sur la transparence), pendant que les besoins de proximité restent sous-dotés.

Nous voulons inverser la logique : **le sport du quotidien d'abord**. Dès le début du mandat, nous mettrons en place des conventions d'usage et des créneaux garantis pour les collégien·nes dans les équipements existants, et nous ouvrirons davantage les équipements publics (gymnases, piscines, maisons de quartier, etc.) en soirée et pendant certaines périodes, pour les jeunes et les associations. Ensuite, sur les équipements nouveaux, nous ne voulons pas annoncer une “grande réalisation” hors-sol ; nous voulons travailler avec

vous sur une solution réaliste de proximité, dans un calendrier précis, en lien avec la transformation urbaine autour de Matabiau.

Enfin, il persiste encore un sujet très concret : la manière dont certains sites ou accès sportifs ont été “captés” au bénéfice d’acteurs installés plutôt qu’au bénéfice des jeunes. Nous en tirons une règle : **l’argent public et le foncier public doivent produire du commun**. Chaque euro investi dans un équipement sportif doit se traduire par des heures d’accès pour la jeunesse, la vieillesse, les scolaires, les clubs amateurs et le sport-santé, pas seulement pour les vitrines.

QUESTION 3 – Îlots de chaleur : agrandir le Jardin du Verrier, végétaliser, créer des îlots de fraîcheur... sans fabriquer des nuisances (moustiques, etc.)

Votre question est très bien posée : vous partez de chiffres qui disent l’absurdité de la situation (597 m² de vert pour 7 500 habitant·es) et vous pointez une opportunité foncière immédiate avec le parking autour. La majorité sortante, comme beaucoup de majorités urbaines, répond souvent à la surchauffe par des communications “arbres/plantations”, mais sans basculer dans une politique de désimperméabilisation massive et de création de vrais espaces de fraîcheur. Or les îlots de chaleur urbains sont désormais un enjeu documenté, la question de l’adaptation est donc centrale. C’est la raison pour laquelle nous voulons une ville qui assume une trajectoire de renaturation et de désimperméabilisation, et qui développe des **parcs de fraîcheur**, des fontaines et des points d’eau là où c’est pertinent, avec une “canopée toulousaine” et des aménagements pensés pour réduire la température ressentie. Dans votre quartier, cela signifie : travailler sérieusement à l’extension du Jardin du Verrier en transformant une partie du parking en espace végétalisé, avec de l’ombre réelle (arbres de grand développement), des sols perméables, et des cheminements frais. Ce n’est pas un détail esthétique : c’est une question de santé, notamment pour les personnes âgées, les enfants, et celles et ceux qui vivent dans des logements qui surchauffent.

Comme créer de la fraîcheur ne doit pas créer des nuisances, les recommandations concernant les moustiques étant connues, le risque augmente surtout avec les eaux stagnantes (coupelles, récipients, avaloirs, points d’eau mal entretenus), la prévention passe par la conception (pas d’eau stagnante), l’entretien, et l’implication des habitant·es. Nous sommes favorables aux points d’eau, pensés comme des équipements publics entretenus, avec circulation ou dispositifs adaptés, aux zones d’ombre et de végétation, avec un plan d’entretien et à une démarche articulée entre habitants et services municipaux pour repérer et traiter les gîtes larvaires, au lieu de faire peser la responsabilité uniquement sur les particuliers.

QUESTION 4 – Dark stores & dark kitchens : nuisances, hygiène, livraison, tranquillité

Vous notez que le PLUi-H devrait encadrer ces activités, mais vous posez la vraie question : que fait-on pour **les enseignes déjà là**, qui génèrent des nuisances au quotidien ?

Côté “état des lieux politique”, on a vu la majorité métropolitaine se dire plutôt satisfaite des annonces de l’État sur le sujet, en misant beaucoup sur l’outil urbanistique et sur des ajustements juridiques. De l’autre côté, des oppositions ont poussé à durcir la position publique des collectivités face au phénomène. Et, depuis, la clarification juridique s’est

renforcée : les dark stores relèvent en réalité de la logique d’entrepôt au sens du code de l’urbanisme, ce qui donne des leviers d’action concrets aux mairies quand elles veulent s’en saisir.

Nous encadrerons réellement, parce que la tranquillité des habitant·es n'est pas négociable. Cela passe par une volonté d'interdire les implantations en zone résidentielle quand cela dégrade la vie locale et des contrôles effectifs pour les sites existants, un cadre strict sur les horaires de livraison, le bruit, le stationnement des livreurs, la gestion des déchets, l'occupation de la chaussée. Votre quartier ne doit pas payer le prix de modèles économiques fondés sur l'ultra-rapidité et la nuisance déplacée sur l'espace public.

QUESTION 5 – Pollution atmosphérique : mesurer, informer en temps réel, réduire

Sur l’information en temps réel, il existe déjà des outils sérieux : Atmo Occitanie publie des indices et des prévisions localisées (dont Toulouse). Nous voulons que ces données deviennent véritablement “utiles” au quartier : affichage lisible, recommandations associées, et transparence sur les périodes et lieux les plus exposés, notamment près des écoles.

Sur les capteurs, il faut être honnêtes : les micro-capteurs peuvent être intéressants pour sensibiliser et faire de la pédagogie, mais les acteurs de référence expliquent qu'on ne peut pas s'appuyer sur eux seuls pour une information de santé publique, car ils restent sensibles à l'environnement et moins robustes que le dispositif de mesure de référence. Donc notre proposition est la suivante : d'un côté, un partenariat renforcé avec l'expertise agréée (Atmo) et des cartographies fines ; de l'autre, des dispositifs d'affichage (y compris près des écoles) et des campagnes d'information compréhensibles par toutes et tous.

Et surtout, informer sans réduire ne sert à rien. Pour réduire, il faut traiter la source principale dans votre quartier : le transit et les vitesses, mais aussi l'offre de transport. Dans notre programme, nous assumons un choc d'offre de bus, la planification de la décarbonation des mobilités, et une remise à plat transparente et “populaire” des politiques Climat/Air, quartier par quartier. C'est exactement ce dont Chalets-Roquelaire a besoin : moins de voitures “qui traversent”, plus de déplacements utiles facilités, et des aménagements qui rendent la marche et le vélo évidents et sûrs.

QUESTION 6 – Communication associative : panneaux d'expression libre, et démocratie locale

Vous dites qu'il n'y a **aucun panneau d'expression libre** dans le quartier : c'est un petit sujet en apparence, mais en réalité c'est un marqueur démocratique.

Nous nous engageons à installer des panneaux d'expression libre **dès la première année du mandat**, avec un objectif simple : qu'on puisse en trouver facilement à des endroits de

passage, choisis avec vous (et pas posés “au hasard” pour cocher une case). Sur le nombre, nous voulons partir sur une base minimale de plusieurs emplacements, dimensionnés pour être réellement utiles, et les ajuster après retour d’usage au bout de quelques mois.

Au-delà des panneaux, notre conception de la démocratie locale est celle d’une ville qui se construit avec ses habitant·es : nous voulons développer des espaces publics conçus avec vous, et renforcer des formes d’organisation de quartier qui donnent aux gens de la prise sur leur cadre de vie. Nous proposons aussi de faire une place spécifique à la jeunesse dans la vie démocratique locale, avec des conseils de jeunes dans les quartiers.

QUESTION 7 – Notre priorité pour le quartier Chalets-Roquelaire

Notre priorité tient en une formule : **faire de Chalets-Roquelaire un quartier apaisé, frais et solidaire**, où l’on peut vivre avec des enfants, vieillir sereinement, se déplacer sans peur, respirer mieux tout en préservant une vie de quartier.

Apaisé, parce que tant qu’on laisse le transit et les vitesses imposer leur loi, on fabrique du danger et de la tension, et on abîme l’espace public. Frais, parce que la surchauffe urbaine n’est plus un “sujet de confort” mais un sujet de santé publique et parce qu’un quartier avec un seul petit espace vert pour des milliers d’habitant·es sera invivable pendant les étés futurs. Solidaire, parce qu’un quartier vivant, ce sont des services publics (crèche, école), des logements accessibles, et une attention à celles et ceux qu’on ne veut plus voir : enfants et familles à la rue, personnes isolées, étudiant·es précaires. Sur Roquelaire, l’histoire récente du site occupé et des difficultés de relogement rappelle que l’État et la mairie se renvoient trop souvent la balle, et que ce sont des familles qui en patissent.

Dans cet esprit, nous voulons aussi protéger et soutenir ce qui fait “l’écosystème” du quartier : les initiatives de réparation et de réemploi (type repair café), les commerces culturels et les librairies indépendantes, et tout ce qui crée du lien plutôt que de la consommation jetable. D’autre part, nous ne minimisons pas les sujets très concrets comme la sécurisation des travaux dans des rues étroites (échafaudages, cheminements piétons, visibilité), et la question du stationnement résidentiel et des deux-roues, qui est devenue un point de tension important. Notre boussole sera toujours la même : arbitrer en faveur de la sécurité, du calme et du partage de l’espace public, plutôt qu’en faveur du “plus rapide” et du “plus rentable”.

Nous avons aussi à cœur de permettre l’émergence de centres de santé dans toute la ville pour sortir du désert médical, et nous savons que votre quartier n'est pas épargné par cette question.

Si vous le souhaitez, nous vous proposons une rencontre de travail dans le quartier (avec une déambulation sur les points noirs que vous identifiez) afin d’entrer dans le concret et de prioriser ce qui peut être fait rapidement dès le début du mandat.

Pour la liste Demain Toulouse,

DEMAIN avec François Piquemal
TOULOUSE

François Piquemal